

SANS-LOGIS LE 1^{ER} JUILLET

IMPROVISATION ET LAISSER-ALLER

Le cauchemar n'a pas fini le 1^{er} juillet 2001. Appauvrissement des ménages, pénurie de logements et construction de condos de luxe, désengagement de l'État : les familles ne trouvent plus à se loger.

PAR JEAN-SÉBASTIEN MARSAN

LONGUEUIL, AOÛT 2001 – Louise Vigneault, trois enfants, enceinte, diabétique et assistée sociale. Elle séjourne depuis la mi-juillet dans un centre d'hébergement pour femmes de Longueuil. Elle n'a pas été victime de violence ou de harcèlement : c'est la crise du logement, à Montréal. Sans logis depuis le 1^{er} juillet, Louise Vigneault a besoin d'un cinq et demi. Qu'elle a peu de chances de dénicher. En mars, à Pierrefonds, Mme Vigneault a amorcé sa chasse au locateur. «Les loyers sont élevés et beaucoup de propriétaires n'aiment pas les grandes familles. Au mois de juin, c'était la panique, je n'avais nulle part où aller», confiait-elle à *Recto Verso*, début juillet. «Une voisine m'a hébergée, j'ai continué à faire des démarches.» Puis elle a dû déménager.

Louise Vigneault avait pris soin de faire entreposer ses meubles à Pierrefonds. Le 30 juin, elle se présente à l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), qui coordonne une mesure d'urgence sur

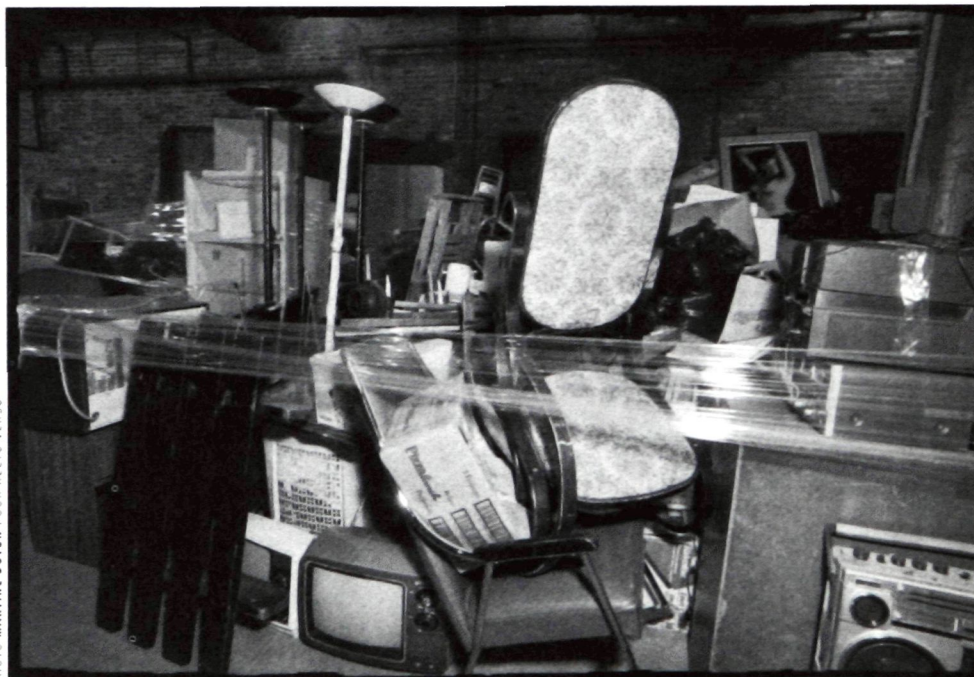


PHOTO MARTINE DOYON POUR RECTO VERSO

Le 4 juillet, rue Jeanne-D'Arc, à Montréal, l'entrepôt de l'Armée du salut abrite les biens de 24 familles sans logis.

l'île de Montréal. Le gouvernement du Québec a injecté 3,5 M\$ additionnels dans le Programme de supplément au loyer. La subvention couvre jusqu'à 75% des coûts d'un logement privé et réserve 500 nouveaux logements à ceux qui n'avaient pas de toit le 1^{er} juillet (200 pour la ville de Montréal, 100 dans la périphérie, 100 pour Québec, 40 pour l'Outaouais et 60 pour d'autres villes de la province).

L'OMHM a offert à Louise Vigneault et à ses enfants de dormir au YMCA. Elle a refusé : «J'ai des animaux, je ne peux pas les trainer avec moi et c'est dur de s'en débarrasser.» La famille s'installe donc avec ses

chats chez une amie, cardiaque, âgée de 63 ans, qui vit seule dans un trois et demi d'un HLM de Montréal-Nord.

Le 10 juillet, toujours pas de nouvelles de l'OMHM. Louise Vigneault visite quelques logements qu'elle débusque elle-même, sans succès. Tous les propriétaires, lorsqu'ils apprennent qu'elle est assistée sociale, refusent de signer un bail.

La cohabitation dans le HLM devient difficile. Une dispute éclate, Louise et ses enfants doivent partir. Elle refuse un logement, trop petit, offert par l'OMHM. À bout de ressources, elle frappe à la porte d'un centre pour femmes en difficultés. «Je



PHOTO MARTINE DOYON POUR RECTO VERSO

1er juillet 2001, fin du bail: Annie, accompagnée de ses deux enfants, quitte l'Office municipal d'habitation de Montréal, où elle est venue s'inscrire sur une liste de cas urgents de ménages sans-logis.

n'ai pas eu le choix, je me retrouvais à la rue avec mes enfants.»

La crise perdure

L'épisode du 1^{er} juillet 2001, avec ses familles à la rue et ses mesures d'urgence, nous semble loin. Pourtant la pénurie de logements est désormais permanente à Montréal et ailleurs au Québec. Elle touche les personnes défavorisées ou à faible revenu, les familles nombreuses, les minorités visibles.

«Il y a des étudiants qui se cherchent un appartement au mois d'août, ça va augmenter la demande. Mais il n'y aura pas plus

d'offre, soutient Denis Villeneuve, de Projet Genèse, à Côte-des-Neiges. Beaucoup d'immigrants arrivent à Montréal pendant l'été. La crise du logement n'est pas terminée.»

Il faut remonter aux années 1930 et 1940 pour retrouver une crise de cette ampleur. À l'époque, la Dépression, puis le rationnement des matériaux de construction à cause de l'effort de guerre avaient provoqué une importante disette de logements et l'inflation dans les loyers.

Le squat de la maison Louis-Hippolyte-Lafontaine, sur la rue Overdale, au centre-ville de Montréal, a clos le mois de juillet sur

Discrimination

À l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), le 1^{er} juillet 2011, un coup d'œil suffisait pour constater que la plupart des locataires échaudés étaient des Noirs! La discrimination envers les familles nombreuses (lire : plus d'un enfant) est aussi monnaie courante. Le nombre de plaintes à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse a doublé en un an (107 entre le 1^{er} janvier et le 26 juin 2001, contre 56 à la même période l'an dernier). Motifs par ordre d'importance : famille nombreuse, condition sociale (chômeurs, assistés sociaux), origine ethnique. Bilan de la crise, par l'OMHM, au 13 juillet : sur 394 ménages sans logis, 30 étaient inadmissibles à l'aide, 40 se sont relogés eux-mêmes, 13 n'ont pu être rejoints, 35 ont été référés aux OMH l'île de Montréal, 80 ont refusé un logement que l'Office considérait acceptable, 196 ont pu louer un logement subventionné. **J.-S.M.**

une note anarcho-policrière. Un événement sans précédent depuis les années 1980, qui a ramené la crise du logement dans l'actualité – les occupants ne manquaient pas l'occasion de rappeler le triste sort des échaudés du 1^{er} juillet. Le Centre Préfontaine, offert par la Ville aux manifestants, a fait des jaloux chez les mal logés...

Montréal n'est pas la seule ville où la crise continuera à sévir. Début août, un couple de Gatineau, avec un de ses quatre enfants, sinistrés du 1^{er} juillet, a campé pendant une dizaine de jours dans l'île Kettle, un terrain inhabité sur la rivière des Outaouais!

«Toutes proportions gardées, la crise du logement dans l'Outaouais est pire qu'à Montréal. Le taux de vacance des logements y est inférieur», affirme François Roy, coordonnateur du Comité *logement occupé* à Hull. Mi-août, il observe que, «de façon quotidienne, depuis le 1^{er} juillet, on est aux prises avec des dizaines d'appels par jour de familles qui ont de la difficulté à se trouver un logement». Les premiers appels de détresse au Comité remontent à septembre 2000, soutient M. Roy.

Prévisible

«Cette crise-là était prévisible, s'indigne François Saillant, du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) qui représente près de 80 organismes dans toute la province. La Ville de Montréal ▶